

Au Journal officiel du 11 au 17 février 2017

Au Journal officiel du 11 au 17 février 2017

20/02/2017

Au Journal officiel du 11 au 17 février 2017

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 11 février 2017 :

- Décret n° 2017-158 du 9 février 2017 relatif à l'application des articles 34, 35 et 42 de la loi n° 2016-816 du 20 juin 2016 pour l'économie bleue et relatif à la composition de la Commission nationale de la négociation collective maritime – *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf art. 5) - Modification de plusieurs textes non codifiés ;*
- Décret n° 2017-159 du 9 février 2017 relatif aux prestations de publicité digitale – *Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018 ;*
- Décret n° 2017-167 du 9 février 2017 relatif aux modalités d'inscription et de retrait des vétérinaires sur une liste départementale en vue de réaliser des évaluations comportementales des chiens susceptibles d'être dangereux – *Entrée en vigueur à la date de la publication des listes départementales établies par le Conseil national de l'ordre des vétérinaires, et au plus tard le 1er juillet 2017 – Modification du Code rural et de la pêche maritime.*

Au JO du 12 février 2017 :

- Décret n° 2017-171 du 10 février 2017 modifiant et fixant l'échelonnement indiciaire afférent à divers corps et emplois de catégorie A de la fonction publique de l'État - *Entrée en vigueur le 1er janvier 2017 - Modification de très nombreux textes non codifiés ;*
- Décret n° 2017-172 du 10 février 2017 portant application de l'article 23 de la loi n° 2015-1541 du 27 novembre 2015 visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale – *Modification du Code du sport.*

Au JO du 14 février 2017 :

- Décret n° 2017-173 du 13 février 2017 précisant les modalités d'information des candidats à l'assurance-emprunteur lorsqu'ils présentent du fait de leur état de santé ou de leur handicap un risque aggravé – *Modification du Code de la santé publique.*

Au JO du 15 février 2017 :

- Décret n° 2017-176 du 13 février 2017 relatif aux zones prioritaires pour la biodiversité – *Modification du Code de l'environnement ;*

-
- Décret n° 2017-179 du 13 février 2017 rendant applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna diverses dispositions relatives aux placements collectifs – *Entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2017 – Modification du Code monétaire et financier* ;
 - Arrêté du 6 février 2017 *modifiant l'arrêté du 3 mars 2010* pris en application du décret n° 2003-1284 du 26 décembre 2003 relatif au régime indemnitaire de certains magistrats de l'ordre judiciaire ;
 - Arrêté du 7 février 2017 relatif au logotype des indications géographiques protégeant les produits industriels et artisanaux.

Au JO du 16 février 2017 :

- Décret n° 2017-187 du 14 février 2017 précisant les conventions internationales applicables au titre de l'article L. 5522-2 du Code des transports - *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf art. 3)* ;
- Arrêté du 13 février 2017 *modifiant l'arrêté du 3 mars 2010* pris en application du décret n° 2003-1284 du 26 décembre 2003 relatif au régime indemnitaire de certains magistrats de l'ordre judiciaire – *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf art. 1^{er})* ;
- Arrêté du 13 février 2017 *modifiant l'arrêté du 18 septembre 2009* pris en application du décret n° 2003-1285 du 26 décembre 2006 relatif au régime indemnitaire des magistrats exerçant à la Cour de cassation - *Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017.*

Au JO du 17 février 2017 :

- Ordonnance n° 2017-192 du 16 février 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives aux ordres des professions de santé - *Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf art. 19) – Modification du Code de la santé publique* ;
- Décret n° 2017-193 du 15 février 2017 portant modification du régime du parrainage télévisé – *Modification du décret n° 92-280 du 27 mars 1992* ;
- Arrêté du 9 février 2017 portant application du décret n° 2016-1460 du 28 octobre 2016 autorisant la création d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux passeports et aux cartes nationales d'identité.

La Rédaction Législation

© LexisNexis SA